



# Rapport d'activité 2015

# Sommaire

---

**Présentation du CARI** p. 4

---

**Désertif'actions 2015** p. 6

---

**Projet terrain : ferme agrécologique dans le sud Maroc** p. 9

---

**RADDO** p. 10

---

**Le GTD s'est exprimé en 2015 !** p. 12

---

**RéSaD : lancement de la 2<sup>ème</sup> phase du projet** p. 14

---

**DRYNET : une année de transition après trois ans de soutien par la Coopération au développement de la Suisse** p. 16

---

**pS-Eau : un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement** p. 17

---

**Participation du CARI au panel des OSC de l'UNCCD** p. 18

---

## Avant propos

---

Pour notre Conseil d'Administration, trois particularités majeures ont marqué l'année 2015 : une amplification de sa fonction de plaidoyer ; un « porte feuille de projets » en croissance et une visibilité renforcée grâce à un processus de communication efficace.

Nous sommes nombreux à avoir salué la réussite de la manifestation Désertif'Actions 2015 qui a réuni plus de 300 personnes venant de plus de 60 pays. Cet événement majeur a permis à de nombreuses associations de terrain de s'exprimer par forum et lors des débats et s'est conclu par « un manifeste ». Ce message, souvent sous représenté, des attentes de la société civile des pays du Sud a été porté dans l'enceinte des grandes conférences internationales sur la Désertification et sur le Changement Climatique.

Le CARI a réussi une belle année 2015 et son image est à présent confortée nationalement et internationalement. Mais cette notoriété l'a placé dans une situation de nouvelles responsabilités et de projets d'envergure.

C'est dans ce contexte de nouveaux défis que le Conseil d'administration s'est attelé au chantier devant permettre de s'organiser au mieux entre salariés, bénévoles, direction et membres du CA :

- Savoir prendre le tournant de cet accroissement des opérations. Ceci nécessite de concevoir un nouveau management qui répartira les rôles entre le CA, la direction, les salariés et les bénévoles. Clarifier sa mission, son éthique, la continuation réussie des actions en cours, la capacité à saisir les nouvelles opportunités ;
- A partir des demandes exprimées par ses associés du Sud, les ONG œuvrant en partenariat avec les agricultures familiales, renforcer les actions de terrain en s'associant à d'autres partenaires tel pS-eau, les membres d'Agropolis et d'autres ;
- Par des événements médiatiques périodiques, amplifier la voix de nos partenaires du Sud parmi le public qui nous entoure, le local, le régional, qui à présent s'étend jusqu'à Toulouse, et le national.

CARI, « En avant toutes ».

*Alain Leplaideur, Président du CARI*

L'année 2015 aura été particulièrement chargée pour le CARI et ses partenaires impliqués dans les réseaux et les projets. En effet, les rencontres internationales se sont succédées toute l'année en préparation de la 21<sup>ème</sup> conférence sur le changement climatique à Paris en décembre. Le CARI s'est mobilisé pour plusieurs d'entre elles à Cancun, Montpellier, Bonn, Ankara, Paris sur les sujets agricoles, la lutte contre la dégradation des terres, la coopération décentralisée, le financement du développement, la contribution de la science pour faire face aux impacts du réchauffement climatique... Toutes posent d'une certaine manière la question de l'avenir que l'humanité entend se donner à elle-même tel que le sous-tendait le titre des rencontres de l'UNESCO « our common future ».

L'implication du CARI et de ses partenaires des réseaux Drynet, ReSaD, RADD0, de la Commission Climat de Coordination Sud ou du Groupe de Travail Désertification ainsi que l'Observatoire du Sahara et du Sahel a consisté en la mise en œuvre collective d'un événement international unique, le Forum Désertif'actions 2015 à Montpellier. Avec l'appui de nombreux partenaires techniques et financiers les travaux qui en ont résulté et la déclaration finale ont ensuite été portés à la COP12 de la Convention Désertification à Ankara et à la COP21 à Paris.

En 2015, plusieurs mots d'ordre récents ou nouveaux sont apparus tels que la Climate Smart Agriculture, la neutralité en matière de dégradation des terres, le 4 pour 1000 : il faut espérer qu'ils ne sont pas seulement le reflet d'une incapacité de faire changer les choses sur le terrain et pour la vie de millions de personnes vulnérables.

En janvier à Paris, en octobre à Ankara, en novembre à Paris, la folie des attentats meurtriers a jalonné notre parcours comme un rappel permanent des désordres du monde où ils s'enracinent . La vocation du CARI, de manière modeste mais ferme, est de continuer à s'adresser à ces désordres dans leurs racines les plus profondes ; en particulier l'insécurité alimentaire et la dégradation des terres qui ruinent tout espoir d'avenir. Mais aussi la lutte contre la pauvreté et la mobilisation pour que ne s'y ajoute pas l'injustice climatique.

*Patrice Burger, Directeur du CARI*



L'équipe du CARI accompagnée des membres du ReSaD et du RADD0 à la COP21 à Paris

# Le CARI, une association à vocation d'aide au développement et de lutte contre la désertification

Le CARI est un organisme de solidarité internationale qui intervient depuis 1998 dans l'amélioration du mode de vie des populations rurales vivant dans les zones sèches des pays du pourtour saharien.

L'association a une vocation d'aide au développement et de lutte contre la désertification en appuyant la petite agriculture familiale comme rempart aux crises alimentaires et comme levier de développement.

Le CARI mène à la fois des actions sur le terrain auprès des populations rurales et plaide à l'international la nécessité d'une agriculture durable basée sur les principes de l'agroécologie. Fortement impliqué dans la Convention des Nations-Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNUCLD), le CARI collabore régulièrement avec les institutions nationales

et internationales afin de donner les moyens à ses partenaires du sud de dialoguer avec les décideurs. Zones d'actions : Mauritanie, Maroc, Tunisie, Algérie, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad.

Pour le CARI, il est important que les sociétés civiles s'organisent en collectif tels que les réseaux. Ainsi organisés et mieux structurés, les acteurs locaux ont davantage de poids face aux décideurs et participent directement à l'amélioration des actions de la société civile.

Dans ce domaine, les actions de terrain et de plaidoyer sont menées en partie au travers des réseaux d'acteurs que le CARI coordonne, anime ou auxquels il participe : GTD, ReSaD, RADDO, pSeau, Drynet.



Les actions de terrain et de plaidoyer du CARI sont menées en partie au travers des réseaux qu'il anime et coordonne. Ces réseaux structurés et organisés participent à améliorer l'efficacité de la société civile en termes de mobilisation des ressources, de capacité d'intervention et d'influence des décideurs politiques.



• Le Groupe de Travail Désertification est une plateforme d'acteurs français mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification. Sa force réside dans la diversité de ses acteurs : scientifiques, associations, organisations professionnelles agricoles, collectivités locales. Le CARI est initiateur et animateur du GTD depuis 2000. [www.gtdesertification.org](http://www.gtdesertification.org)



• Le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis est un réseau international d'associations actives au Maghreb et au Sahel pour la sauvegarde des oasis et pour la promotion du développement durable en milieu oasien. En lien étroit avec les acteurs locaux, il est présent en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Mauritanie, au Tchad et au Niger. La création du RADDO répond à un cri d'alarme lancé par les oasiens d'Afrique, soucieux d'enrayer le déclin que ne cessent de subir les oasis. Le CARI est initiateur et coordinateur du RADDO depuis 2001. [www.raddo.org](http://www.raddo.org)



• Le ReSaD est un réseau de quatre plateformes travaillant conjointement dans le cadre de la lutte contre la désertification au Burkina-Faso, au Mali, au Niger et en France. Les actions du ReSaD sont dirigées à la fois à l'échelle de ses pays membres et à l'échelle internationale. Le CARI est initiateur et coordinateur du ReSaD depuis 2010. [www.facebook.com/resad-sahel](http://www.facebook.com/resad-sahel)



• Drynet est un réseau couvrant les cinq continents et regroupant quinze partenaires dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il regroupe des partenaires présents en Afrique du Sud, au Sénégal, à Madagascar, en Inde, au Chili, en Mauritanie, en Iran, au Pakistan, au Pays-Bas, en France, au Kazakhstan, en Bolivie, en Turquie... Le CARI est membre de Drynet depuis 2007 et assure la présidence du réseau depuis 2013. [www.dry-net.org](http://www.dry-net.org)



• Le Programme Solidarité Eau est une plateforme française dédiée à la coopération décentralisée visant l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Le CARI coordonne l'antenne Méditerranée du pS-Eau depuis 2000. [www.pseau.org](http://www.pseau.org)



Formation à l'utilisation de la Kassine sur la ferme pilote de Jorf, Maroc

## Quelle reconnaissance du CARI ?

En tant qu'Année internationale pour les sols, 2015 a été marquée par de nombreuses manifestations, souvent conjuguées avec des temps préparatoires à l'événement international majeur de l'année à savoir la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP21) de la Convention sur le changement climatique (UNCCC).

Le CARI a choisi d'aborder ces échéances en marquant l'année d'une initiative originale en lançant Désertif'actions 2015 sous le titre provocateur « Dégradation des terres et changement climatique : le temps d'agir ».

Le CARI déplore en effet depuis des années, l'absence de considération suffisante accordée aux sols et aux terres dans les négociations sur le changement climatique. De même que l'absence d'importance accordée aux modes de faire-valoir des terres liés à l'agriculture, en particulier lorsqu'on se place du point de vue du développement et de la lutte contre la pauvreté.

C'est pourquoi le CARI était présent à plusieurs conférences dédiées à ces sujets telle que la conférence sur la "Climate Smart Agriculture" en mars à Montpellier, un side event de la conférence "Our Common Future" sur la séquestration du carbone pour la sécurité alimentaire à l'INRA en juillet à Paris, une conférence "Food and farming under climate change" en juillet par le CGIAR et le FIDA, une conférence "face aux défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire: politiques publiques et pratiques"...

Ces rencontres ont souvent été préparées ou suivies et exploitées par des réunions dans le cadre de programmes de travail du CARI. Elles ont aussi servi à affiner la perception des initiatives comme le 4 pour 1000 lancée par le Ministère de l'agriculture français, ou alimenter des discussions avec le grand public comme lors de la Quinzaine des Tiers Mondes à Montpellier en novembre, en parallèle de la "Semaine de la solidarité".

Toutefois, c'est la 12<sup>ème</sup> conférence des Parties sur la lutte contre la désertification à Ankara qui a été la plus productive avec une forte présence de l'équipe du CARI et des membres des réseaux qu'il coordonne. Ce fut l'occasion de mener : des side events, des interventions en panels et en plénière, une projection du film Désertif'actions suivie d'un débat avec des personnalités dans le Pavillon de Rio, etc. Le mandat de Patrice Burger, en tant que Représentant au sein du panel des organisations de la société civile de l'UNCCD, a été l'occasion de mieux organiser la participation de la société civile aux travaux de la Conférence des Parties (dont les plénières) et d'anticiper le renouvellement du panel pour 2016. D'autre part, son mandat au sein du conseil d'administration de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) a permis de construire les bases d'une plus grande participation des organisations de la société civile aux travaux et programmes de l'OSS tels que Rep Sahel, Mena Delp, ou des consultations sur la neutralité en matière de dégradation des terres.

## Point communication

En 2015, le CARI a répondu à plus d'une quinzaine d'interviews papier, est intervenu dans une douzaine d'émissions de radio et cumule plus d'une centaine de références web.

- 12 newsletters pour un total de 105 actualités;
- 323 fans Facebook supplémentaires, soit une augmentation de 193% par rapport à 2014;
- Twitter : portée maximum de 17000 personnes (portée atteinte lors de la COP12 à Ankara);
- Flick-r : 560 photos en ligne;
- 2985 vues cumulées sur notre chaîne Youtube.

## Budget CARI 2015

Budget global : 910 000 €

Masse salariale : 235 000 € (soit 26 % du budget)

Financement public : 450 000 €

Financement privée : 190 000 €

Financement organisation internationale : 270 000 €

# Désertif'actions 2015

## un appel inédit pour la prise en compte des terres dans les changements climatiques



### 2015 : une année internationale chargée

Si l'agriculture familiale constituait le thème de l'année 2014 et qu'elle a été reconnue comme l'un des facteurs d'importance majeure pour la gestion des terres, 2015 a été marquée par de nouvelles échéances déterminantes de la gouvernance internationale touchant au développement durable.

Dans cette période particulièrement chargée en rencontres multilatérales, le CARI, ses réseaux et ses partenaires se sont mobilisés pour porter la voix de la société civile dans le domaine de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres face au changement climatique en organisant Désertif'actions 2015.

En effet, afin de profiter de l'année internationale pour les sols et pour faire remonter la question des terres et de l'agriculture dans l'agenda du climat, le CARI a soumis une initiative à ses partenaires. Celle-ci a donné lieu à Désertif'actions 2015, forum international de la société civile, comme un rendez-vous mondial multi-acteurs avec deux objectifs majeurs :

- Permettre à la société civile de se regrouper et de construire un positionnement commun en vue des rendez-vous de la fin de l'année sur les terres et le climat;
- Permettre au grand public d'être informé sur l'évolution des processus de désertification et de dégradation des terres à travers le monde sous l'impact du changement climatique.

La rencontre s'est déroulée en trois temps :

- **Une phase en amont à travers des ateliers nationaux** dans treize pays menés par des partenaires et un forum électronique. L'objectif de ce travail était de réaliser un contenu préparatoire aux

ateliers de Montpellier. La capacité de prise en charge des participants étant limitée, cette phase préparatoire a permis de mobiliser une plus large part de la société civile internationale. Cette phase a permis de lancer un concours international de dessins de presse « terres et climat » .

- **Les rencontres internationales** de trois jours du 10 au 12 juin 2015 à Montpellier. Les ateliers de travail et les séances plénières et participatives se sont déroulés à l'Institut de Biologie et ont traité les axes suivants :

- Axe 1 - Désertification et dégradation des terres décider en prenant en compte les changements climatiques;
- Axe 2 - Durabilité du développement en zones sèches : accroître la synergie entre les trois conventions de Rio (Biodiversité, Climat, Désertification);
- Axe 3 - Une société civile plurielle et organisée pour peser sur les enjeux à venir et assumer ses responsabilités dans la mise en œuvre.

- **La journée grand public** permettant de sensibiliser et ouvrir le débat avec le grand public montpellierain. Le samedi 13 juin, les participants de Désertif'actions 2015 et d'autres invités ont contribué à la réalisation d'un grand village des terres arides sur l'esplanade Charles de Gaulle au centre ville de Montpellier.

### Retour sur une journée de sensibilisation ouverte sur le monde

Tout au long de la semaine du 8 au 13 juin, D'a15 a proposé un ensemble d'activités destinées à la sensibilisation et au dialogue avec le grand public. Animations, débats et festivités ont rythmé toute la journée : expositions photos, rencontres et débats publics, marche pour le climat, concours de dessin de



Témoignage d'habitants du nord Mali et du nord Niger après la projection du film "Timbuktu"

Projet labellisé :



2015 Année européenne pour le développement

Le CARI



Séance plénière de D'a15

Forum international  
**Désertif'actions 2015**  
Dégradation des terres et changement climatique : le temps d'agir!

**CONCOURS INTERNATIONAL DE DESSINS DE PRESSE**

Dans le cadre du Concours international de dessins de presse co-organisé par le CARI et la CNUCCD, 80 dessins ont été recueillis de la part de 44 artistes représentant 20 pays. Ils ont été exposés lors du forum international Désertif'actions 2015 et publiés dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur les objectifs de développement durable portée par la CNUCCD.

**la terre fait son climat**

**20 pays représentés**

ALLEMAGNE, ALGERIE, AUSTRALIE, BELGIQUE, BENIN, BURUNDI, CANADA, CHYPRE, DANEMARK, ESPAGNE, FRANCE, HAITI, MAROC, MAURITANIE, PORTUGAL, REPUBLIQUE TCHÈQUE, ROUMANIE, SÉNÉGAL, SERBIE, UKRAINE

**80 dessins reçus**  
44 artistes  
2 gagnants

**Premier prix**  
Oleksy Kustovsky  
Ukraine

**Second prix**  
Phil Umbdenstock - France

Les 31 dessins sélectionnés ont été vus plus de **30 000 fois** sur les réseaux sociaux.

**31 dessins sélectionnés** par un jury composé de professionnels de la presse, du milieu artistique et d'organiseurs du forum.

Plus d'informations sur Désertif'actions 2015 sur [www.desertif-actions.fr](http://www.desertif-actions.fr) et nos réseaux sociaux

presse, projections de film, concerts gratuits, repas du monde, animations pédagogiques, tables rondes, contes, danses africaines...

### Projections-débat au Cinéma Diagonal de Montpellier

Les 8, 9, et 10 juin, des films grand public comme Timbuktu, Secrets des Champs ou La soif du monde ont été projetés et suivis de débats passionnants qui établissaient clairement les liens qui unissaient l'eau, la terre et les questions de stabilité/instabilité locale et internationale. Plus de 300 personnes ont assisté à ces projections et participé aux débats.

### Débats publics avec des acteurs engagés

Organisé en lien avec le Comité Scientifique Français Désertification (CSFD) et Agropolis International, un cycle de conférences-débats scientifiques ouvert au grand public a permis d'approfondir la réflexion sur les impacts du changement climatique, sur la sécurité alimentaire et le développement notamment sur les zones sèches. Deux conférences débats ont été proposées auxquelles ont assisté plus de 120 personnes.

### Espaces pédagogiques et de dialogue au cœur de la ville

"Terres en vie", "Face au climat", "A l'ombre du palmier", "Initiative citoyenne"... Autant d'espaces proposant leurs propres activités qui ont permis au plus grand nombre de découvrir la problématique de la dégradation des terres et du changement climatique tout en échangeant avec les acteurs du développement international (associations, collectivités locales, scientifiques...) et en dialoguant directement avec les participants de Désertif'actions 2015.

### Exposition des dessins de presse

"La terre fait son climat"

A l'occasion du concours international de dessins de presse co-organisé avec l'UNCCD, 80 dessins de 44 artistes provenant de 20 pays ont été reçus. Le jury composé de personnalités de la presse, des métiers artistiques et graphiques, de dessinateurs et des organisateurs, a retenu 31 dessins qui ont été exposés le samedi 13 juin pour le plaisir de tous et utilisés lors de la marche "terres et climat" du même jour.

Les deux lauréats Oleksy Kustovsky (Ukraine) et Phil Umbdenstock (France) ont pu être invités à participer.

### Marche citoyenne pour les terres et le climat

Cette marche organisée par un collectif d'associations montpelliéraines a réuni 300 marcheurs locaux et des participants du forum. Dans une ambiance chaleureuse et festive, slogans, dessins et pancartes dans de nombreuses langues appelaient à une mobilisation publique pour un vrai changement dans les modes de production et de consommation ainsi que pour des décisions responsables lors de la COP21.

D'autres animations ont rythmé cette journée de découverte telles que les théâtre forum, les contes et danses africaines, les palabres improvisées des Relèvements poétiques de Mèze ...

### Concert

La journée a été clôturée par un important concert gratuit avec le groupe montpelliérain Aywa suivi du groupe Titi et leurs danseurs venus spécialement du Sénégal. Jusque tard dans la nuit et ponctué de quelques messages, plus de 3000 personnes ont bougé aux rythmes du monde et adressé des vœux à l'unisson pour un avenir fertile.

### Valorisation des résultats

Les résultats de D'a15 ont été largement diffusés à tous les acteurs impliqués dans le développement des terres



arides et au-delà ainsi qu'en direction d'instances internationales. Deux événements ont été particulièrement utiles à la diffusion des messages via des documents, des débats et surtout par le film produit par Désertif'actions 2015 :

• **La 12<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la CNUCLD à Ankara, Turquie** : le jeudi 22 octobre 2015, le CARI a organisé une soirée spéciale au Pavillon de Rio présentant les résultats de Désertif'actions 2015 sur la dégradation des terres face au changement climatique.

Introduite par Patrice Burger, Directeur du CARI, Représentant de la société civile et Responsable du comité de pilotage de D'a15, la soirée a été l'occasion de visionner pour la première fois et en présence d'une audience de plus de 70 personnes composée de délégués d'états, de scientifiques et d'organisations de la société civile, le documentaire "Terre et climat : le temps d'agir!" réalisé au cours de la manifestation Désertif'actions de Montpellier en juin 2015. La projection a été suivie par des interventions portant sur la Déclaration de Montpellier : de

Monsieur Adamou Chaïfou, Ministre de l'environnement du Niger; Mr Xavier Sticker, Ambassadeur français pour l'environnement ; Mr Rol Reiland du Luxembourg, Représentant la Présidence de l'Union Européenne; Mr Ulrich Apel, Représentant du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM); Mr Juan Luis Merega, Président du Panel des représentants des OSC pour l'UNCCD; Marcos Montoiro, Officier de liaison auprès de la société civile pour l'UNCCD.

• **La 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la CNUCCC à Paris, France**

Le mercredi 2 décembre 2015, le CARI réitère l'expérience et organise un side-event au sein de l'espace Génération climat de la COP21 à Paris. Cette rencontre, intégrée dans la programmation du Pavillon de Rio sous le thème « Journée de la Terre : la neutralité en matière de dégradation des terres face au changement climatique », a permis de revenir sur les recommandations issues de D'a15 et de faire le lien avec un nouveau concept porté par la CNUCLD : Land Degradation Neutrality (LDN).

Les intervenants en provenance d'horizons multiples tels que Patrice Burger, Directeur du CARI ; Marcos Montoiro, Chargé de liaison auprès des OSC pour l'UNCCD; Benoît Ivars, Volontaire au CARI; Jean-Luc Chotte, Institut de Recherche pour le Développement (IRD); Delfin Ganapin, Chef du Programme des micro-financements pour le GEF; Philippe Baret, Université catholique de Louvain; Sylvain Berton, Agrisud International; Erdogan Özevren, Ministère de l'Environnement et des Forêts de la Turquie ont chacun apporté un commentaire à la projection et répondu aux questions du public.



## SUPPORTS DISPONIBLES

**Désertif'actions 2015 - Changement climatique et terres arides : le temps d'agir!**

Ce film de 35 minutes revient sur le déroulement et les travaux réalisés par la société civile à l'occasion du forum Désertif'actions.

Il est librement disponible sur la chaîne Youtube du CARI.

Tous les documents relatifs aux résultats de Désertif'actions sont disponibles sur le site internet : [www.desertif-actions.fr](http://www.desertif-actions.fr) rubrique "résultats" et sur nos réseaux sociaux.

• **La brochure de synthèse des recommandations** portées par la société civile sur les thématiques de

dégradation des sols, de désertification et de changement climatique

- la déclaration officielle
- le compte-rendu complet de Désertif'actions
- le recueil de poèmes et de dessins de presse

Retrouvez toutes les photos de cette rencontre sur la page Flickr du CARI ou sur la page Facebook dédiée à l'événement.





# Développement d'une ferme agroécologique dans le sud Maroc

2015 correspondait au lancement d'une nouvelle phase pour le projet de développement de l'oasis de Jorf au Maroc.

L'objectif est de poursuivre la diffusion de l'agroécologie sur le territoire en poursuivant l'appui technique auprès de l'agriculteur partenaire et en s'appuyant sur ses acquis pour diffuser toujours plus largement les notions d'une agriculture écologique.

Les activités se sont donc poursuivies toute l'année parmi lesquelles :

- la tenue de formations sur la ferme pilote dispensées par l'équipe du CARI, des intervenants extérieurs et l'agriculteur partenaire lui-même;
- l'appui aux agriculteurs proches du projet formant ainsi un noyau porteur des principes et démarches agroécologiques;
- l'extension de la zone d'action du projet grâce au partenariat avec l'AOFEP, point focal marocain du RADDO dont le CARI est coordinateur, et avec l'AJADD, nouvelle association pour le développement durable de Jorf.

Les formations réalisées ont marqué un tournant dans la sensibilisation aux pratiques agroécologiques. La mobilisation s'accroît avec 211 bénéficiaires tout au long de l'année et une diffusion accrue dans les zones éloignées.

La diffusion des pratiques porte ses fruits et elles commencent à s'ancrer dans le territoire, auprès des agriculteurs pionniers notamment et grâce à l'appui des associations locales.

Les agriculteurs suivant le projet depuis ses débuts font preuve d'une importante motivation et sont toujours disposés à faire des essais et à tenter de mettre en pratiques les techniques vues lors des formations et échanges d'expériences. Les bases d'une diffusion plus large sont donc bien posées à Jorf.

La deuxième année permettra de finaliser le transfert technique opéré auprès de l'agriculteur partenaire et de renforcer les formations dans les zones éloignées. Une réflexion sera également engagée avec les producteurs sur les aspects de commercialisation.

Activité	Zones (A :proche ferme, B : oasis de Jorf, C : région)	Nombre de participants
Initiation à l'agroécologie – AJADD, Jorf	A & B	26
Initiation à l'agroécologie – AOFEP, Tinjdad	C	14
Initiation à l'agroécologie – ACAF, Figuig	C	17
Formation Palmier Dattier et Agro-écologie – Seguia el Oued, Monkara, Fezna	A & B	46 (dont Centre de mise en valeur de Jorf)
Formation Palmier Dattier et Agroécologie – Tinjdad	C	36 (dont INRA et ORMAV-TF)
Formation/initiation AE Fezna	B	7
Micro-formation sur la ferme : travail du sol et traction animale	A & B	6
Micro-formation sur la ferme : apiculture	A & B	15
Micro-formation sur la ferme : travail du sol et fertilisation organique	A & B	8
Sensibilisation à l'AE – Fezna	B	16
Sensibilisation à l'AE – Tinjdad	C	20



# Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0)

## Un réseau qui s'enracine

Le travail mené en première année du PACO3 a permis de renforcer la structuration du réseau. En 2015, les efforts ont porté sur sa dynamisation et celle de ses plateformes nationales. Après avoir acquis une certaine autonomie en termes de fonctionnement, les points focaux doivent donc constituer un noyau d'associations sur lesquelles s'appuyer pour le développement et la vitalité du réseau dans les territoires. Cette année a justement permis à chacun de rencontrer de nouveaux acteurs et de commencer à identifier quelles pourraient être les associations partenaires pertinentes dans ces territoires. En parallèle les activités se sont multipliées dans les territoires oasiens, les bénéficiaires se font de plus en plus nombreux et la visibilité du réseau est accrue. On constate un ancrage du réseau dans les territoires et un début de reconnaissance grâce aux activités qui ont été menées :

- Organisation de 8 rencontres régionales favorisant l'échange d'expériences et bénéficiant à plus de 90 personnes;
- 10 sessions de formations (gestion de l'eau, planification stratégique, agroécologie, maraîchage...) profitant à 253 personnes et 47 élèves;
- 6 voyages d'études concernant plus de 100 personnes : produits artisanaux, élevage, gestion de l'eau, commercialisation;



Né en novembre 2001, le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0) est un réseau international d'associations actives au Maghreb pour la sauvegarde des oasis. Le CARI est l'initiateur et le coordinateur actuel de ce réseau de la société civile oasienne. Un point focal est présent dans chaque pays : l'ASOC en Tunisie, l'APEB en Algérie, l'AOFEP au Maroc et Tenmiya en Mauritanie.

Afin de remplir les objectifs qu'il s'est fixé et de renforcer sa dynamique de réseau, le RADD0 porte le Programme d'Actions Concertées des Oasis (PACO) aujourd'hui financé principalement par l'Agence Française de Développement, la principauté de Monaco et le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement. Il présente deux composantes :

- le renforcement des capacités de la société civile oasienne,
  - la gestion des ressources naturelles (biodiversité, valorisation des productions, agroécologie et gestion de l'eau).
- En 2014, le RADD0 a initié le PACO 3.

- 1 voyage d'étude en partenariat avec l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) sur les métiers de l'artisanat profitant à 5 femmes oasiennes ;
- Participation à 26 événements nationaux permettant de mettre en avant la question oasienne et de valoriser les expériences associatives ainsi que 3 rencontres internationales avec notamment la rédaction de l'appel de Zagora sur l'agriculture familiale oasienne.

## Des partenariats novateurs basés sur les acquis du réseau

Cette seconde année était également l'occasion d'approfondir la dynamique de plaidoyer. A ce titre, plusieurs initiatives sont à relever :

- Le partenariat RADD0/FAO pour le montage et la mise en œuvre du projet de gestion adaptative des oasis du Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie) financé par le Fond Mondial pour l'Environnement (FEM). Si l'initiative de départ appartient au



Comité de pilotage du RADDO à l'occasion de la COP21 à Paris

RADDO en tant que réseau et représentant de la société civile oasienne, il est désormais partenaire dans un projet porté par une institution internationale et impliquant les Etats. Ce projet représente donc une véritable opportunité pour établir un dialogue avec les autorités publiques. De la même manière une convention de partenariat devrait être signée avec l'Union du Maghreb Arabe (UMA);

- La participation du RADDO Maroc au processus de concertation nationale sur la loi 10-95 sur l'eau. L'obtention d'un financement Small Grant Programme par l'AOFEP (point focal Maroc) a permis à travers le projet « Contribution à une meilleure gouvernance des ressources hydriques du milieu oasien à travers le renforcement des capacités et du rôle de la société civile en matière d'accompagnement et d'influence des politiques publiques liées au secteur de l'eau » de mettre en place un travail de concertation spécifique sur la question oasienne. Il devrait donner lieu à des amendements au niveau du parlement;

- La sollicitation du RADDO pour la contribution à l'élaboration de la stratégie tunisienne de développement durable des oasis ainsi que le plan d'action national élaborés dans le cadre du Programme de Gestion Durable des Ecosystèmes Oasiens (PGDEO). Cette sollicitation témoigne d'une reconnaissance du réseau sur les questions oasiennes. Elle est également l'occasion d'inscrire dans ces documents stratégiques des notions indispensables au développement durable des oasis;

- La poursuite de sa contribution au projet régional MENA DELP de la Banque Mondiale et mis en œuvre par l'OSS en tant que représentant de la société civile oasienne. Fort de cette participation, le RADDO porte la problématique des oasis dans le cadre de ce projet avec la mise en place d'études spécifiques sur le thème de la valorisation des produits et sous-produits oasiens.

De manière générale, cette seconde année répond à ses objectifs. Le retard a été rattrapé dans la réalisation des activités et le RADDO poursuit sa maturation.

Toutefois pour perdurer, le réseau doit s'assurer qu'il répond bien aux attentes des associations oasiennes. Pour se faire chacun doit avoir une connaissance précise des

enjeux et réalités de son territoire à partir desquels il est possible de développer une stratégie appropriée. C'est un travail à long terme sur lequel la coordination et le Comité de pilotage portent une attention particulière.

## Des bénéficiaires toujours plus nombreux

En 2015, ce sont plus de 120 associations qui ont été mobilisées.

- Maroc : Plus de 52 structures associatives, 21 femmes membres d'associations, une coopérative, 28 responsables locaux et institutionnels, 50 agriculteurs de Tinjdad;
- Tunisie : 124 personnes ont été concernées par les activités dans le Sud Tunisien (Gabès, Gafsa, Tozeur, Médenine, Kébili et Tataouine) dont 43 associations, 13 GDA, 38 femmes;
- Mauritanie : ce sont 19 AGPO concernées soient 6846 membres, 52 coopératives de femmes soient 779 membres, 13 ONG, 6 associations spécialisées, 1 GIE, 1 réseau d'associations et 1 union des coopératives. Au total ce sont plus de 8000 membres des associations des régions oasiennes de la Mauritanie qui étaient mobilisés directement ou indirectement;
- Algérie : 232 personnes dont 11 associations et 47 élèves.

Dans le cadre des projets de terrain, 209 personnes ont été concernées, essentiellement des agriculteurs à travers les formations à l'agroécologie, à l'élevage et la rénovation de systèmes d'exhaure.

## Point communication

- 2 éditions par an du magazine El Waha (disponible sur [www.raddo.org](http://www.raddo.org));
- 12 newsletters pour un total de 105 actualités;
- 471 fans Facebook supplémentaires, soit une augmentation de 151% par rapport à 2014.

Le RADDO a reçu le soutien de l'initiative "Artists 4 Climate" dans le cadre de la COP21 à Paris.



# Groupe de Travail Désertification

## Le GTD marque ses positions en 2015

L'activité 2015 a été fortement marquée par la tenue de l'évènement Désertif'actions (D'a15), à Montpellier, qui a permis de réunir 300 participants dont 25 faisant partie des membres du GTD. Moment majeur dans la préparation des évènements de la fin de l'année 2015, D'a15 a été une réussite et a montré comment les ONG françaises impliquées dans la lutte contre la désertification peuvent constituer une force de frappe effective aussi bien en terme d'organisation que de contenu à valoriser lorsqu'elles travaillent ensemble. La valorisation des résultats de D'a15 lors des COP12 et COP21, et plus largement dans les réseaux d'ONG, a été particulièrement appréciée.



Evènement "Agroécologie et territoires" lors de la COP21 à Paris

En 2015 et dans l'objectif de peser sur la prise de décision, le groupe de travail s'est centré sur l'élaboration et l'expression de ses positions, en particulier sur le sujet de la mise en œuvre du concept de Land Degradation Neutrality (LDN). Le sujet a été traité de manière approfondie, avec l'organisation de plusieurs rencontres avant et pendant la COP12 à Ankara. La COP a aussi été un grand moment puisque de nombreux partenaires du GTD ont pu participer et présenter leurs travaux et points de vue :

- side event FEM : AVSF, SOS Sahel, CARI, CSFD ont contribué sur le thème de la contribution de l'agroécologie aux Objectifs du Développement Durable et aux enjeux de LDN;

Le Groupe de Travail Désertification (GTD) est une plateforme française d'acteurs mobilisés dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : ONG, acteurs professionnels agricoles, scientifiques, collectivités locales, acteurs du secteur privé, mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les décideurs politiques français.

Tous ont comme point commun d'intervenir, au moins pour une partie de leurs activités, sur le thème du développement dans les zones arides, de la restauration des terres et des alternatives possibles face à la dégradation des ressources naturelles et économiques dans ces zones.

Le GTD favorise le renforcement de capacité de ses membres et constitue une force collective dans les actions de plaidoyer en vue d'influer sur les décisions politiques.

Ce faisant le GTD concrétise une partie des engagements de la France dans la mise en œuvre de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) et se situe comme partie prenante de nombreuses dynamiques nationales ou internationales qui concernent la lutte contre la désertification. Au fil des années et au fur et à mesure de son implication dans ces diverses dynamiques, le GTD s'est aussi affirmé comme une force motrice de la société civile des organisations de la société civile accréditées à la CNULD.

- publication ECO (lettre d'information quotidienne des OSC accréditées à la CNULD pendant la COP) : AVSF et Danaya ont contribué aux articles de cette publication portée par la société civile;

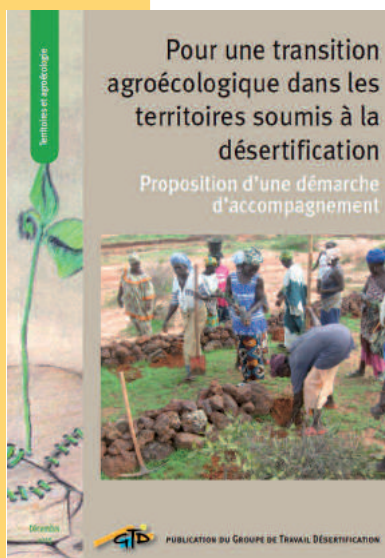
- papiers de position : le GTD est venu avec son papier de position (co-écrit avec le ReSaD) et a contribué au papier écrit lors de la COP12;



- rencontres de personnalités: les membres ont participé aux différentes rencontres organisées lors de cette COP, dont celles avec Monique Barbut (CNULD), Annick Girardin et Xavier Sticker (Ministères français), Rol Reiland (Luxembourg), Simone Quatrini (Mécanisme Mondial).

### Les collaborations avec la CCD dans le cadre du projet PAMOC II

**Le Projet d'Appui à la Mobilisation des Ongs françaises sur le Climat (PAMOC II) est porté par la Commission Climat de Coordination Sud et coordonné par le Gères. Le CARI fait partie du sous groupe agriculture, au sein duquel plusieurs chantiers ont été menés : notes d'actualités, formation pour les ONG à l'intégration de la question climatique dans l'élaboration de projets de terrain, études de fond... Parmi ces dernières, le CARI a co-encadré avec AVSF la réalisation d'une étude, menée par Valentine Debray (stagiaire en master 2) sur le thème : "Des innovations agroécologiques dans un contexte climatique changeant en Afrique". Basée sur des recherches bibliographiques et sur des entretiens avec les membres du GTD et de Coordination Sud, cette étude met en avant le fait que l'innovation se situe aujourd'hui davantage dans les combinaisons de pratiques agroécologiques, que dans les pratiques individuelles. Elle montre aussi la complémentarité entre les pratiques à différentes échelles. Les résultats de cette étude ont été diffusés lors de D'a 15, de la COP 12 (AVSF lors du side event FEM) et de la COP21 (documents distribués). Elle est disponible en ligne sur le site du GTD.**



La diffusion des comptes rendus a pu être réalisée grâce aux divers moyens techniques à notre disposition (mailing list, actualités, newsletter, réseaux sociaux...). Les chantiers de 2015 seront poursuivis lors de l'année 2016, en particulier autour de la mise en œuvre et du financement du LDN, sujet devenu majeur suite aux ODD (15 dont cible 15.3) et à sa validation par la CNULD.

L'objectif d'accompagner l'action des membres a aussi été atteint. En particulier, le chantier thématique "Territoires et agroécologie", qui était un des gros chantiers pour 2015, a été mené à son terme avec succès puisque 600 exemplaires de l'ouvrage ont été imprimés et qu'il a été présenté lors de la COP21 à Paris.

Le side event lors de la COP21, co-organisé avec la Fondation Nicolas Hulot, a permis l'intervention d'Agrisud International et du CARI, avec la contribution de Philippe Barret, de l'Université Catholique de Louvain. Il a connu un succès dans la tente de Coordination sud, dans l'espace Génération Climat. Le travail collaboratif d'écriture de cet ouvrage marque un point majeur dans la capacité des membres à capitaliser sur leurs propres expériences afin de diffuser largement les connaissances acquises.

En parallèle, le GTD a poursuivi dans son rôle de mutualisation d'information et de diffusion sur les thèmes qui lui sont proches : événements sur les thématiques en lien avec la LCD, le changement climatique et les voies d'actions possibles, les terres et les enjeux des négociations internationales, etc.

Dans le cadre de l'objectif de sensibilisation de l'opinion publique, les activités prévues ont été réalisées, si ce n'est le jeu des 7 familles qui a été retiré du plan d'action suite à la baisse de budget alloué par le MEDDE. Ce chantier est reporté à 2016. Le GTD a diffusé près de 8500 marque-pages lors des événements majeurs de 2015 et a

aussi participé à différents événements comme la "Semaine de la solidarité internationale". Enfin, le GTD a renforcé ses liens avec ses partenaires du ReSaD et s'est impliqué dans l'élaboration du plan d'action 2015-2018 de ce réseau. L'année 2016 devrait donc être marquée par une plus grande collaboration avec les partenaires du ReSaD.

### Point communication

- Diffusion de plus de 8500 marque-pages, création d'un document de vulgarisation sur les différentes zones géographiques touchées par la désertification (documents accessibles librement sur [www.gtdesertification.org](http://www.gtdesertification.org), rubrique "publication");
- 12 newsletters pour un total de 107 actualités;
- 401 fans Facebook supplémentaires, soit une augmentation de 192% par rapport à 2014.

# Réseau Sahel Désertification

## Lancement de la 2<sup>ème</sup> phase du projet

Le Réseau Sahel Désertification est un réseau constitué de 4 plateformes impliquées dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres au Sahel. Les plateformes (France, Mali, Niger, Burkina Faso) ont chacune des activités à mener à l'échelle de leur pays, mais aussi à l'échelle régionale. La première phase de programme du ReSaD (ReSaD I) s'est terminée en juin 2014.

Après un an d'activités menées par les plateformes du réseau sans financement spécifique, le ReSaD a obtenu une deuxième phase de financement, à travers l'AFD d'une part et l'Union Européenne (via le Mécanisme Mondial) d'autre part. Le projet ReSaD II, prévu de juin 2015 à mai 2018, s'articule autour de deux objectifs majeurs :

- Renforcer les pratiques et actions de gestion durable des terres des organisations non gouvernementales et des collectivités locales en améliorant leurs capacités à gérer durablement et à restaurer les terres;
- Améliorer les actions de plaidoyer communes des organisations de la société civile et des collectivités locales en renforçant leur capacités à influencer collectivement sur les prises de décisions politiques.

Commencé dès le mois de juin 2015, ce deuxième projet du ReSaD a consacré les six premiers mois de son plan d'action aux activités liées à l'objectif 2 : participation à Désertifactions à Montpellier, à la COP12 de la CNUCLD à Ankara, à la COP21 de la CNUCCC à Paris. Un des grands sujets que suit le ReSaD au fil du temps est celui du concept de Land Degradation Neutrality (LDN), de ses options de mise en œuvre, de ses potentiels modes de financement. Lors de ces trois rencontres internationales, c'est donc collectivement que les membres du réseau se sont exprimés sur ce sujet.

### **La COP 21 : une opportunité d'envisager de nouveaux partenariats**

Cette rencontre internationale a permis au ReSaD de rencontrer divers acteurs intervenant dans la sous-région, dont l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). Une réunion de travail a été organisée,



Comité de pilotage du ReSaD à l'occasion de la COP21 à Paris

et a tout d'abord été l'occasion pour les membres de l'OSS et du ReSaD de faire connaissance de manière officielle, chacun présentant les grandes lignes de ses rôles et activités. Ensuite, elle a été l'occasion de rappeler l'ensemble des collaborations déjà existantes entre le ReSaD et l'OSS en 2015 :

- invitation de 3 représentants du ReSaD à l'atelier de préparation à la Conférence scientifique (CS3) de la CNUCLD à Tunis;
- participation d'un membre du SPONG à l'atelier et au voyage d'étude organisé dans le cadre du projet MENA DELP/BRICKS en Jordanie;
- contribution d'un membre du ReSaD à un side event organisé par l'OSS et le CARI à la COP12 à Ankara.

L'OSS a rappelé son mandat de renforcement des liens avec la société civile et le ReSaD sa volonté de plus s'appuyer sur les organisations régionales pouvant représenter des ressources techniques dans la sous région. A ce titre, la rencontre s'est trouvée complètement pertinente et cohérente avec les plans d'actions des deux organisations. Le ReSaD a demandé à l'OSS quelles étaient les modalités pour faire partie de cette organisation, en tant que représentant de la société civile organisé autour du thème de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

### **Une opportunité nouvelle pour le réseau : le projet régional « Fleuve »**

Le projet régional « Fleuve » fait partie intégrante du projet RéSaD II et vient en appui à la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille verte du Sahara et du Sahel.

C'est à partir de leurs expériences de partenariats et de leurs constats communs sur le besoin de mutualiser les forces en présence, que le CARI et les



Rencontre informelle entre le ReSaD et l'OSS

collectifs membres du ReSaD, du RADDO et de Drynet ont initié la composante régionale du projet FLEUVE (Front Local Environnemental pour une Union Verte) autour de la mise en réseau et du renforcement des plateformes de la société civile et des collectivités locales impliquées dans des actions de lutte contre la désertification, et la dégradation des terres à l'échelle sous-régionale. Par sa dynamique de réseau, le projet régional FLEUVE souhaite également contribuer aux grandes initiatives régionales de lutte contre la désertification : Initiative Grande Muraille Verte du Sahara et du Sahel (IGMVSS) et Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'Adaptation aux Changements Climatiques au Sahel et en Afrique de L'Ouest (PRGDT).

Le projet régional Fleuve a pour ambition de renforcer les capacités des collectivités locales par un processus régional de mutualisation, de formation et de sensibilisation à la Gestion Durable des Terres. L'acquisition de ces capacités doit permettre une mise en œuvre opérationnelle plus efficace de projets sur les territoires en appui à la Grande Muraille Verte. Le projet régional cherche à créer une dynamique régionale en s'appuyant sur le partage d'expériences, à en faire une analyse participative critique, et de se saisir des informations récoltées pour créer un module de form'action (formation appliquée alternant théorie et pratique dans l'action).

La mise en œuvre du projet se traduit à travers un processus de travail basé sur :

- L'élaboration d'un module de form'action pour les collectivités locales sur la gestion durable des terres (GDT) à partir du recueil et de l'analyse collective des expériences, pratiques et actions déjà mises en œuvre par les ONG et les collectivités locales (e-forum, atelier régional d'échange d'expérience, enquêtes);
- L'expérimentation du module et le retour sur expérience pour garantir son adaptation aux différents contextes territoriaux sahéliens;

- La diffusion des principes et des supports de formation auprès des collectivités locales, des ONG et de tous les acteurs qui travaillent à la gestion durable des terres. Le ReSaD, ainsi que l'association Enda au Sénégal et Lead au Tchad, sont les partenaires de la société civile en charge de ce projet régional, sous la coordination du CARI, et sous la responsabilité du Mécanisme Mondial. Une première phase d'enquête sur le terrain est en cours dans chacun des 5 pays et sera suivi début 2016 par la mise en place d'un e-forum, puis d'un premier atelier d'échanges d'expériences. La collaboration avec le CIEDEL, organisme spécialisé en Ingénierie de formation, devra permettre de fournir un module prêt à être testé pour la fin de l'année 2016.

### Point communication

Le ReSaD propose deux lettres d'informations par an. Elles sont disponibles sur le site du GTD : [www.gtdesertification.org](http://www.gtdesertification.org)



# Drynet

## Une plateforme d'acteurs qui évolue et s'élargit

### Une structuration plus solide

Si au titre du CARI, Patrice Burger a assuré la présidence de Drynet pendant deux années, ce temps ayant été essentiellement consacré à une meilleure structuration du réseau jusqu'en 2015, celle-ci a été confiée à Tema (Turquie) dans un premier temps. Par suite de divers changements dans cette structure, la présidence a finalement échu à Nahid Naghizadeh de CENESTA (Iran). Le secrétariat a parallèlement été confié à Noel Oettle de EMG (Afrique du Sud).

Le CARI continue toutefois de siéger au conseil d'administration, qui a pu se réunir par deux fois physiquement à Montpellier tout d'abord lors de Désertif'actions en juin puis au cours de la COP12 à Ankara en octobre.

### Une présence institutionnelle forte

Fait remarquable, Drynet était représenté de 2013 à 2015 par trois personnes sur les cinq membres du panel des organisations de la société civile au sein de la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification : CARI pour la région Western European and Others Group (WEOG), ENDA pour la région Afrique et SCOPE pour la région Asie. Drynet dispose également du seul siège de représentation de la société civile au sein du panel d'interface science politique au sein de l'UNCCD via Nathalie Van Haren de Both ENDS.

### Des activités liées à l'actualité

Dans cette configuration, Drynet a été amené à contribuer de manière importante à la 3<sup>ème</sup> conférence scientifique de la Convention Désertification

qui s'est tenue à Cancun au Mexique et dont l'un des objets était de préciser la notion de neutralité en matière de dégradation des terres. La participation à Désertif'actions 2015 à Montpellier a également mobilisé tous les membres de Drynet et a permis de tenir un assemblée générale. Enfin la 12<sup>ème</sup> conférence des Parties à Ankara a vu une implication très forte des membres de Drynet dans le soutien aux activités des organisations de la société civile présents et en partie très peu expérimentées. Ceci notamment pour les prises de paroles en séance, l'analyse des débats, la contribution aux positions.

### Un gain d'autonomie

Au cours de l'automne, Drynet a aussi pu concrétiser un système de paiement de cotisations par les membres, ce qui lui confère ainsi un minimum d'autonomie pour assurer les services d'un secrétariat courant, le fonctionnement du conseil d'administration et la publication de newsletters. Le site Internet a été réactualisé grâce au concours d'une entreprise sud-africaine.

Par ailleurs plusieurs demandes d'adhésion ont pu être traitées et le réseau consiste maintenant en 18 structures représentant 18 pays.

Le réseau constitue à ce stade une force organisée capable de peser divers points d'actualités concernant la lutte contre la désertification et la dégradation des terres aussi bien aux niveaux nationaux des pays d'implantation qu'au niveau multilatéral.

[www.dry-net.org/](http://www.dry-net.org/)





## Un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion de la ministre française de l'Environnement, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. L'objectif général du pS-Eau est de contribuer à améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement en appuyant et en développant des actions de solidarité internationale pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement.

Le CARI anime l'antenne Méditerranée du pS-Eau.

Les activités conduites par le pS-Eau pour atteindre cet objectif visent à :

- Améliorer l'accès à la connaissance et la compréhension des enjeux du secteur Eau potable et assainissement;
- Renforcer les compétences des acteurs du secteur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et améliorer la cohérence de leurs actions;
- Valoriser et diffuser l'information nécessaire aux acteurs du secteur de l'eau potable et assainissement.

### Appui conseil en Languedoc-Roussillon

L'action de l'antenne Méditerranée consistant en l'accompagnement d'acteurs impliqués ou désirant s'impliquer dans la coopération dans le domaine de l'eau, nous a permis de lancer une nouvelle coopération au Maroc. En particulier avec la ville de Marseillan et l'association Expert solidaire qui fait suite au travail de mise en place d'un schéma d'aménagement de la gestion intégrée de l'eau de l'oued Argen.

Nous avons également poursuivi l'accompagnement d'acteurs déjà engagés comme la ville du Vigan qui en fin d'année 2015 a pu déposer plusieurs dossiers de financement pour sa coopération avec la ville de Pel au Mali, mais aussi des associations comme le Grain dans les Pyrénées orientales qui mène un projet dans le nord du Burkina-Faso.

### Animation Méditerranée

L'antenne Méditerranée anime des réseaux-pays, dont un sur le Maroc. Pour chacun de ces pays, l'animation de ce réseau consiste à :

- Assurer le recensement des acteurs et des projets menés. [www.pseau.org](http://www.pseau.org);
- Organiser des espaces d'échanges. Une journée d'échanges a été organisée en février sur le thème de la « Gestion intégrée des ressources en eau » à Lyon en lien avec le RESACCOP (réseau multiacteurs en région Rhône Alpes);
- Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales, notamment sur la mise en place des nouveaux programmes marocains comme le plan national d'assainissement en milieu rural;
- Diffuser régulièrement de l'information à travers une lettre d'information annuelle;
- Réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur.

En 2015, le pS-Eau en partenariat avec le Réseau Euromed France a organisé le 17 septembre à l'Agence française de Développement à Paris, un séminaire intitulé « Risque climatique et accès à l'eau en Méditerranée ». Plus de 50 acteurs de l'eau en Méditerranée se sont rassemblés pour échanger sur cet enjeu d'importance internationale, afin de produire des recommandations qui ont par la suite été portées à la COP21 de Paris. Les recommandations ont été faites suivant 4 axes : eau potable et assainissement; Sécurité alimentaire; Migrations et gouvernance.

Ces analyses et recommandations sont en direction des décideurs locaux, nationaux et internationaux, mais aussi de la société civile. Plus d'info : [http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ref\\_risque\\_climatique\\_et\\_acces\\_a\\_l\\_eau\\_en\\_mediterranee\\_les\\_recommandations\\_2015.pdf](http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ref_risque_climatique_et_acces_a_l_eau_en_mediterranee_les_recommandations_2015.pdf)

### Point communication

Une fiche Maroc est en ligne sur le site : [www.pseau.org/pays](http://www.pseau.org/pays) et une fiche pays sur la Tunisie a été finalisée en 2015.

# Panel des organisations de la société civile au sein de la CNULD : mission accomplie.

En ayant fortement milité et aidé à l'adoption d'une décision de la Conférence des Parties de la Convention Désertification pour la création en 2009 d'un panel représentatif des organisations non gouvernementales accréditées, le CARI prenait aussi la responsabilité que cette décision soit suivie de l'effet escompté, à savoir une plus grande et transparente participation de la société civile aux travaux de la Convention. Après avoir assuré la présidence du premier panel, puis la participation au troisième panel dont le mandat s'est arrêté fin 2015, Patrice Burger a aidé à la structuration du panel, à l'établissement de procédures de travail, à la clarification de son mandat, à la création d'un climat de confiance avec les institutions, et d'une manière générale à l'accroissement d'une participation efficace de la société civile à la mise en œuvre de la Convention. De l'amélioration de la sélection participative des OSCs soutenues financièrement pour participer aux rencon-

tres de l'UNCCD aux travaux pendant les conférences et à la tenue des sessions en plénière, le travail accompli a permis de relever substantiellement la qualité de la participation, et donc de l'impact de celle-ci. La route est certainement encore longue pour que les OSCs soient en mesure de peser sur toutes les décisions, mais il faut se féliciter de ces premiers pas prometteurs de développements futurs pour le nouveau panel. Les trois secrétaires exécutifs – respectivement Hama Arba Diallo, Luc Gnacadja et désormais Monique Barbut – qui se sont succédés à la tête de la Convention, ont été des interlocuteurs constants et attentifs aux attentes et appréciations de la société civile et avec lesquels il a été possible d'entretenir des relations de travail constructives. Et ceci en permettant de donner un corps concret au texte très ouvert à la participation de la Convention elle-même. Bon vent au nouveau panel !

## L'équipe du CARI

### L'équipe du CARI

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION 2015

La composition du conseil d'administration 2015 a été la suivante : Alain LEPLAIDEUR : *Président, Expert du développement retraité*; Antoine CORNET : *Vice Président, écologue et directeur de recherche émérite*; André MARTY : *Vice Président, Sociologie pastoraliste retraité*; Alain CATHERINE : *Trésorier, Agriculteur retraité*; Mélanie REQUIER DESJARDIN : *Secrétaire, enseignante / chercheur*; Didier AMOUROUX : *Président association Ponterranga*; Sylvain BERTON : *Directeur des opérations d'AgriSud international*; Françoise BOUTONNET : *Acteur du développement rural retraité*; Georges BUTTET : *Paysan retraité*; Marc DUFUMIER : *Agronome retraité, agronome et enseignant AgroParisTech émérite*; Michel HERRMANN : *Agriculteur biologique*; Robert MOREZ : *Formateur en agroécologie*



#### PERMANENTS 2015

*Directeur : Patrice BURGER*

*Adjoint administratif, financier et chargé de projets : Christophe BROSSÉ; Coordinateur projet oasis : Jean-Baptiste CHENEVAL; Chargée de projets réseau désertification : Adeline DERKIMBA; Chargée de communication : Géraldine ALLEMAND; Volontaires : Noura BELMSAGUEM, Omar MOUHSSIN, Haifa BEN SAOUD, Lucie Lou GASCHY, Magali PREVOT; Ibrahim MAHAMADOU ANGO; Stagiaires : Aurèle TESSON, Maissane ATTOUMANI, Tania BATAILLON, Valentine DEBRAY*

# INTERVENANTS PROJETS AGRECOLOGIE (MAROC)

Andy et Yvette DE PEYER : Agriculteurs bio en Cévennes;  
Michel HERRMANN : Pépiniériste bio dans les Cévennes;  
Stéphane PETRIMAUX : Agriculteur en agroécologie;  
Grégory SEARLE : Agriculteur bio à Aniane



Formation couche chaude, Michel Herrmann



## BÉNÉVOLES

Nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont participé à Désertifications 2015 et qui ont donné de leur temps pour faire de cet événement une réussite :

Lynn ERSELIUS; Christian ALLIÉ; Audrey BARBE; Caroline BASCOULS; Arnaud BIART; Valentine BONNET; Fabien BOULIER; Luciano BRUNI; Annie CABURET; Samuel CAMBEFORT; Pascale CAMPAGNE; Alain CATHERINE; Cécile CHAUVET; Sébastien CHERRIER; Tiphaine CHEVALLIER; Isabelle CLÉMENT DEMANGE; Jean COSSUS; Julien CRIBIER; Lucie CUGERONE; Daniel

DELPORTE; Giovanna DIBENEDETTO; Anne - Marie DUCASSE Cournac; Delphine EYMARD; Teresa FORBES; Timothée FOUQUERAY; Mireille FRASSIN; Michel HERRMANN; Erika HIBON; Nadine HUETHANOUIN; Marion IRIGOIN; Miriem KARIM; Anne LAUVIE; Sacha LEGRAND-VALDES; Odile LEYVAL-ROLLAND; Sergio MAGNANI; Elisabeth MARTINEZ; André MARTY; Camille MATWIJW; Josephine MONTESINOS; Nhien NGUYEN; Camille PECRIAUX; Anne PRÉVOST IBO; Frédéric PROTHON; Paul RAVACHOL; Nathalie ROVIS; Maria SIST; Tiphaine TERRIS; Caroline TIGNET; Françoise VIALA

# Les bailleurs du CARI en 2015



# Les partenaires du CARI en 2015





**CENTRE D' ACTIONS ET DE REALISATIONS INTERNATIONALES**

**12, Rue du Courreau 34380 Viols le Fort**  
**Tél. : 00 (33) 04 67 55 61 18 - Fax 00 (33) 04 67 55 74 37**  
**[contact@cariassociation.org](mailto:contact@cariassociation.org)**  
**[www.cariassociation.org](http://www.cariassociation.org)**

